

AFRIQUE DE L'OUEST

# Pour un commerce des céréales favorable aux paysans

► Un entretien avec *Mamoudou Hassane*

**La céréaliculture, en Afrique de l'Ouest, souffre du réchauffement climatique. Des politiques agricoles afin de fournir des semences adaptées aux caprices du climat sont devenues incontournables.**

*Mamoudou Hassane*

Secrétaire exécutif de la Fédération des unions de groupements paysans du Niger (FUGPN/ Mooriben).

**Défis Sud:** *Quelle est la situation de la céréaliculture aujourd'hui, au Niger ?*

**Mamoudou Hassane:** La céréaliculture au Niger, comme dans d'autres pays de la région, souffre tout d'abord du changement climatique. Les céréales locales, essentiellement le mil et le sorgho, sont des variétés de cycle long qui ne sont plus adaptées au contexte climatique actuel. La durée effective de la saison des pluies est ramenée à trois mois et l'on ne peut donc plus semer des variétés de 120 jours dans des cycles de campagne de 90 jours... Dans les pays sahéliens, la pluviométrie a baissé de 35 %, les tempêtes sont de plus en plus imprévisibles, les sécheresses de plus en plus longues et des inondations peuvent surprendre l'agriculteur quand il ne les attend absolument pas. Dans ces conditions aléatoires, le coût du crédit reste élevé pour les cultures céréalières.

**DS:** *Que faut-il faire ?*

**MH:** Il faut d'abord planifier de bonnes politiques agricoles céréalières qui assurent la fourniture de semences adaptées au changement climatique. Ensuite, l'amélioration et le financement des pratiques agricoles adaptées doivent permettre de tenir compte des cycles violents d'inondations qui provoquent de l'érosion, des dégâts à l'habitat, aux cultures et au cheptel. Pour cela, les autorités politiques doivent appuyer l'intensification de la recherche et la vulgarisation de ses résultats auprès des paysans. Il faut également penser à la protection des zones inondables.

**DS:** *Ces autorités politiques n'ont-elles rien réalisé jusqu'à présent ?*

**MH:** En ce qui concerne le riz, des efforts ont été réalisés : le riz *nerica* est un fleuron pour l'Afrique. Au Niger, en matière de recherche, l'on enregistre certains progrès à propos du mil et du sorgho. Des variétés précoces de mil ont été semées : elles ont un bon rendement et elles seront utiles s'il est avéré qu'elles n'abîment pas les sols. Le principal facteur qui limite la diffusion de ces semences améliorées, c'est le coût élevé. Les producteurs qui utilisent ces nouvelles variétés doivent également être bien conseillés.

Mais ceux qui élaborent les politiques doivent également voir au-delà de la production des matières premières céréalières et veiller à ce que la valorisation des produits soit une priorité et réellement une des sources de revenus additionnels pour les paysans, notamment en mettant l'accent sur la transformation et la conservation afin que les producteurs ne bradent pas leurs produits à la récolte quand les prix sont bas.

**DS:** *Quels sont les acteurs qu'il faut impliquer dans ces politiques ?*

**MH:** Il faut non seulement impliquer tous les acteurs (en particulier les représentants des producteurs, les fournisseurs d'intrants, les commerçants des produits agricoles, les transformateurs, les institutions de financement, la recherche, etc.) et prendre en compte les intérêts de tous ceux qui interviennent dans la filière, mais surtout arriver à faire le lien entre l'offre et la demande, qui doivent non seulement répondre aux règles des marchés mais également aux préoccupations de sécurité alimentaire de nos populations et de nos États.

**DS:** *La politique agricole de la Communauté économique des États de l'Afrique*

Suite à la page suivante ►

>  
de l'Ouest (Cedeao) peut-elle satisfaire ces préoccupations ?

**MH:** On espère qu'elle aura les moyens d'intensifier les productions, de stabiliser les prix, de sécuriser et d'améliorer l'accès au marché. Le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'ouest (Roppa) a pris part à l'élaboration de cette politique, mais jusqu'à présent, l'information n'est pas encore suffisamment redescendue au niveau de la base. Nous n'avons appris que très récemment que le programme adopté en juin 2010 par la Cedeao comprend plusieurs services que les paysans et leurs organisations peuvent solliciter : des subventions d'intrants et d'équipements, des crédits, des fonds de garantie, des bonifications, des filets de protection sociale, etc.

**« Il faut planifier de bonnes politiques agricoles céréalières ».**

**Mamoudou Hassane**

**DS:** Quel est le niveau d'information nécessaire pour le paysan ?

**MH:** Le paysan doit pouvoir connaître les intrants, les pratiques agricoles durables, la demande, le fonctionnement du marché, être informé sur les prix des produits, leur provenance et leurs caractéristiques. Les réunions interprofessionnelles sont également importantes pour que tous les acteurs des filières céréalières puissent arriver à un niveau de connaissance mutuelle suffisant qui permet une prise en compte des intérêts de chacun. Aujourd'hui, c'est le marché qui fixe les prix, plus que les coûts de production. Le paysan ne maîtrise pas assez ses coûts pour pouvoir influencer les prix en sa faveur. Le transporteur ou le commerçant ne passent à l'action que quand ils sont certains qu'ils feront des bénéfices, tandis que le paysan sème quand il pleut sans être assuré, qu'au bout du compte, il va y gagner.

Il veut aussi être informé sur les disponibilités de produits, sur la situation des zones excédentaires et déficitaires, pour étudier les complémentarités et faire de telle sorte

## Parvenir à réguler les marchés et améliorer leur fonctionnement

Les enjeux liés à la compétitivité renvoient à la réduction des coûts de production mais surtout à l'organisation économique de la filière et aux politiques commerciales, et ce dans une approche régionalisée. La plupart des organisations interprofessionnelles qui se structurent actuellement le font sur des bases nationales, alors que les marchés sont régionalisés.

Ces structures sont moins des espaces de contractualisation des relations commerciales entre les différents agents des filières, que des espaces de concertation et de défense des intérêts collectifs. Ils peinent à proposer ou établir des mécanismes de régulation du fonctionnement de la filière et des marchés. Les coûts des produits restent fortement obérés par les stratégies des commerçants et les coûts des transactions induits par les obstacles informels aux échanges au sein de la région (corruption).

La régulation des marchés et la réduction de la volatilité des prix sont un enjeu commun pour les producteurs et les consommateurs. Du côté des producteurs, cela implique de travailler sur la mise en marché des produits et, par conséquent, sur l'organisa-



© Marine Lefebvre / SOS Faim.

tion et le financement du stockage et de la commercialisation. Les difficultés tiennent, entre autres, au fait que l'intégralité des risques de production et de marchés est assumée par les producteurs et leurs organisations. Il suffit souvent d'une ou deux mauvaises années pour tout remettre en cause. La question de la mutualisation et du partage du risque est donc centrale. Du côté des politiques pu-

bliques, la responsabilité concerne les mécanismes de régulation du marché (stratégie de stockage, interventions sur les marchés) et la définition d'une politique aux frontières qui permettent d'atténuer les impacts de la variabilité des prix internationaux sur l'instabilité interne (droits de douane appropriés et mécanisme de sauvegarde pour gérer la volatilité des prix des produits importés).

que le commerce des céréales soit vraiment un élément d'intégration régionale.

**DS:** Il n'y a pas à ce jour un système d'information régional satisfaisant ?

**MH:** Chaque pays diffuse son information sur les résultats de sa campagne agricole, ses marchés, à l'intérieur de ses frontières, mais nous n'avons pas connaissance, malgré les efforts du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) à cet égard, d'un véritable système d'information régional.

La fiabilité de l'information est également importante. Pourtant, certains gouvernements « politisent » les données, notamment les résultats des campagnes agricoles. Or, c'est l'information fiable qui permet de prendre des bonnes décisions. Sans elle, vous ne pouvez travailler que dans le cadre d'une démarche empirique, ce qui n'est pas efficace. ■

Propos recueillis par Pierre Coopman en novembre 2010